



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Réunion du Comité des ministres des Finances et gouverneurs de banque centrale

ÉVOLUTION RÉCENTE DE LA SITUATION

Abuja, 14 juillet 2009

Résumé

La crise économique et financière continue de retenir l'attention internationale. Le ralentissement économique s'avère plus grave et la relance sera plus lente que prévu. Il est reconnu que l'impact sur les pays à faible revenu (PFR) devrait être dûment pris en considération. Les BMD ont pris des mesures exceptionnelles en guise de réponse, mais il faudra reconstituer leurs ressources plus tôt que prévu. Le débat se poursuit sur les rôles respectifs des institutions, sur la représentation et la participation.

Détails

La présente note souligne l'évolution de la situation concernant des questions qui revêtent un intérêt particulier pour l'Afrique, ainsi que les actions menées par les institutions internationales depuis le Sommet de Londres. Le prochain Sommet des dirigeants du G20, qui se tiendra le 26 septembre à Pittsburgh, examinera les progrès accomplis quant aux engagements du G20.

Des évaluations et rapports récents ont souligné ce qui suit :

- L'impact macroéconomique et l'effet de répartition du ralentissement mondial sur les pays à faible revenu (PFR), qui étaient limités dans un premier temps, sont devenus plus graves que prévu. La reprise de la croissance est attendue vers la fin de 2010.
- Cette situation constitue une sérieuse menace pour la croissance à plus long terme, la réduction de la pauvreté et la progression vers les OMD dans les PFR.
- Les flux d'investissement vers les pays en développement ont fortement diminué. Pour l'Afrique subsaharienne, deux tiers de la baisse de 15 milliards de dollars EU concernent les prises de participation.
- Les mesures prises à ce jour dans le secteur financier n'ont pas pu endiguer les effets néfastes qui contribuent à la récession. Il est nécessaire de rétablir les flux de prêts et de capitaux internationaux.
- Les besoins des pays émergents et en développement en matière de financement extérieur ne seront pas satisfaits cette année et l'année prochaine. L'adéquation des ressources concessionnelles destinées aux PFR est un sujet de vive préoccupation.
- La crise a accentué la nécessité de protéger les dépenses essentielles, y compris pour l'infrastructure de base, le développement du capital humain, et les filets de sécurité sociale. Des appuis budgétaires sont vraiment nécessaires.
- Bien que certains pays en développement ont la capacité d'effectuer des dépenses anticycliques, la plupart d'entre eux ne disposent pas de ressources pour apporter une réponse budgétaire substantielle, et enregistreront au contraire une érosion de leur capacité budgétaire du fait de la baisse des recettes, de la hausse des coûts d'emprunt et des transferts destinés à faire face à l'augmentation de la demande de dépenses sociales.

- Toutes les BMB ont répondu aux nouvelles demandes, par l'introduction de nouveaux instruments, et ont concentré la fourniture de ressources concessionnelles en début de période. Elles ont aidé à mobiliser des capitaux privés, surtout par la mise en place de programmes de facilitation du commerce, et envisagent d'utiliser plus de garanties.
- Dans le cadre de cette réponse à la crise, les BMD utilisent les ressources disponibles plus rapidement que prévu, d'où la nécessité de reconstituer les ressources tant concessionnelles que non concessionnelles.
- On assistera à une forte demande concurrentielle pour l'obtention de ressources. L'adéquation du capital est actuellement évaluée dans toutes les BMD et devrait probablement être suivie par des propositions d'augmentation du capital. Les guichets concessionnels devraient être reconstitués de manière anticipée, afin de maintenir le flux de financement vers les PFR. Il y aura des demandes au titre de la toute prochaine reconstitution du Fonds mondial, ainsi que des demandes de ressources supplémentaires pour la lutte contre le changement climatique.
- Les facteurs clés dans la prise de décisions seront la division du travail entre les IFI et la taille de la demande. Étant donné les besoins immédiats, et pour éviter une stagnation, une attention accrue devrait être accordée au financement-relais.
- Pour faire reculer la pauvreté, il convient de s'attaquer simultanément à la relance de la croissance et au changement climatique, par la conclusion d'un bon accord à Copenhague, mais les progrès restent faibles à ce jour.
- Le débat se poursuit sur les questions de gouvernance mondiale. La capacité du G20 et d'autres groupements à reconnaître et répondre aux besoins et intérêts des pays, qui ne sont pas directement représentés, est importante pour leur légitimité.

Banque africaine de développement

La BAD a enregistré une hausse record de requêtes de la part des pays membres régionaux et y a répondu en conséquence. Le montant total des financements accordés par le Groupe de la BAD devrait s'élever à 15 milliards de dollars EU en 2009, soit le triple du chiffre prévu avant la crise au titre de la Stratégie à moyen terme (SMT) de la Banque. Les demandes de prêt déjà reçues pour 2010 s'élèvent à 7,7 milliards de dollars EU, soit plus du double des prévisions de la SMT.

Le volume de prêt de la BAD devrait atteindre 10,8 milliards de dollars EU en 2009 (voir tableau 1), dont 8,3 milliards pour des transactions souveraines. Une bonne part de l'augmentation des prêts souverains de la BAD s'explique par l'augmentation des requêtes pour des opérations d'appui budgétaire et des grands projets d'infrastructure. Certaines opérations telles que le prêt de 1,5 milliard de dollars EU au Botswana ont déjà été approuvées.

Les prêts non souverains devraient atteindre 2,5 milliards de dollars EU cette année. Le montant de la réserve actuelle de prêts se chiffre à 3,8 milliards de dollars EU répartis, de manière égale, entre les pays à revenu intermédiaire (PRI) et les pays à faible revenu (PFR), sur un volume total de requêtes déjà reçues

cette année d'un montant de 10 milliards de dollars EU.

Dans le cadre de sa réponse à la crise financière, la BAD a mis en place une Initiative de financement du commerce (IFC) d'un montant de 1 milliard de dollars EU. Cette initiative a suscité beaucoup d'intérêt et les opérations de 2009 devraient être de l'ordre de 600 à 800 millions de dollars EU.

Une Facilité de liquidité d'urgence (FLU) d'un montant de 1,5 milliard de dollars EU a également été mise en place cette année, pour fournir un concours financier exceptionnel à des PRI et institutions financières, et pour le financement de projets dans tous les pays membres régionaux. Les bénéficiaires éligibles à la FLU peuvent utiliser les ressources pour financer un large éventail d'engagements, y compris l'aide à la relance budgétaire ou l'appui à des opérations de partenariats public-privé, qui courent des risques du fait du retrait soudain des bailleurs de fonds.

L'accroissement du volume des prêts et l'accélération de leur rythme ont eu une incidence sur la situation financière de la Banque. La SMT 2009-2012 a conclu que la capacité d'emprunt de la Banque et sa capacité à supporter des risques ne seraient mises à rude épreuve qu'en 2012. Toutefois, une augmentation du capital plus tôt que prévu en 2013 s'avère nécessaire dès 2010. Les gouverneurs ont autorisé le démarrage de consultations avec les États membres qui devraient déboucher, le cas échéant, sur un plan d'augmentation générale du capital destinée à permettre à la Banque de faire face à ses besoins en capitaux ordinaires à l'avenir. Le Conseil d'administration examinera un document le 22 juillet et il est proposé de passer rapidement à une première réunion du Comité consultatif des gouverneurs. Une sixième augmentation générale du capital pourrait éventuellement être présentée pour examen à l'occasion de l'Assemblée annuelle de la Banque en 2010.

Les financements du FAD ont été concentrés en début de période. D'ici à la fin de 2009, 80 % des ressources disponibles au titre du FAD-11 (2008-2010) auront été engagés et la moitié des pays FAD auront utilisé la totalité de leur allocation fondée sur la performance (PBA). L'enveloppe disponible pour les projets régionaux sera pratiquement épuisée d'ici à la fin de 2009. Après la revue à mi-parcours du FAD en octobre 2009, des travaux commenceront en vue d'une reconstitution accélérée du FAD-12, dont la conclusion pourrait intervenir vers le milieu de 2010.

La BAD a également mobilisé d'autres fonds. En mai 2009, la Banque et le Gouvernement du Danemark ont convenu de mettre en place un Fonds de garantie (AGF) pour faciliter l'investissement dans les PME africaines et le renforcement de leurs capacités. L'AGF devrait disposer d'un capital initial de 300 à 500 millions de dollars EU, qui permettrait de mobiliser des prêts de l'ordre de 1,8 milliard à 3 milliards de dollars EU en faveur des PME.

FMI

Les discussions du G20 et du G7 se poursuivent sur l'accroissement des ressources du FMI et l'allocation de nouveaux DTS, en vue de résoudre cette question avant l'assemblée annuelle FMI/BM. Il a été demandé aux pays développés d'examiner les voies et moyens de rendre leurs allocations disponibles pour la fourniture d'une aide accrue aux pays en développement.

Certaines incertitudes subsistent quant à l'ampleur de la demande de ressources du FMI de la part des pays à faible revenu (PFR), dans le cadre de la réponse à apporter pour faire face aux effets de la crise. Les discussions portent également sur la façon dont les PFR pourraient utiliser leurs nouveaux DTS au-delà du renforcement des réserves de change.

Les tout derniers prêts du FMI sont allés aux marchés émergents. Les engagements en faveur des PFR au titre de la Facilité de protection contre les chocs exogènes (FCE) et la FRPC depuis septembre 2008 se sont élevés, au total, à quelque 2,4 milliards de dollars EU, avec une seule opération depuis le mois d'avril.

Le FMI envisage de créer trois nouvelles facilités de prêt pour les PFR (un mécanisme élargi de crédit, une facilité de crédit de confirmation, et une facilité de crédit rapide), et d'accroître ses prêts concessionnels aux PFR en se servant du produit des ventes d'or et du revenu excédentaire.

Banque mondiale

Cette année, la Banque mondiale fera plus que doubler ses prêts par le truchement de la BIRD pour les porter à près de 33 milliards de dollars EU, le gros de cette augmentation étant destiné aux PRI, dont plus de la moitié sous forme de prêts à décaissement rapide à l'appui des politiques de développement. (Les prêts de la BIRD aux régions MNA et AFR en 2009 sont estimés à 2 milliards de dollars EU). La demande de prêts auprès de la BIRD devrait rester élevée en 2010, en s'établissant à quelque 44 milliards de dollars EU.

Pour faire face à la demande accrue, l'IDA a concentré ses ressources en début de période, et devrait accroître ses engagements d'environ 25 % cette année. La BM a institué l'accélération de certaines procédures d'approbation. Elle a regroupé sa Réponse à la crise alimentaire, sa Réponse sociale rapide et ses programmes de relance de l'infrastructure en un cadre de protection contre la vulnérabilité, et continue de rechercher une aide supplémentaire auprès des bailleurs de fonds.

Les BMD collaborent pour la révision du Cadre de soutenabilité de la dette (CSD), et des rapports devraient être présentés aux Conseils avant octobre.

Dans le droit fil du communiqué du G20, la BM et la BAD étudient la possibilité d'octroyer des prêts exceptionnels à des PFR choisis, outre le concours en faveur de projets «enclaves» commercialement viables et de garanties partielles de risques.

La SFI a augmenté son concours par l'introduction de nouvelles facilités pour la microfinance, la liquidité et le financement du commerce, et l'infrastructure.

La Banque mondiale poursuit son travail dans ce domaine et des propositions devraient être présentées au Comité du développement à Istanbul.

G20

L'attention du G20 s'est portée sur le rétablissement de la confiance dans le secteur financier ; la valeur et la composition des mesures de relance nationales ; la politique monétaire ; la réglementation et la supervision. Les prévisions de retour

de la croissance reposent sur la réussite de ces politiques. Certaines préoccupations subsistent quant aux moyens d'atteindre et de maintenir un taux de croissance plus équilibré et durable.

Les discussions se poursuivent sur la réglementation financière, notamment sur les rôles respectifs de la réglementation et de la supervision aux échelons national et régional. Des travaux sont en cours pour traiter de la procyclicalité, de la fourniture de capitaux et des ratios d'endettement requis. Bâle II représente un changement et pourrait avoir des incidences sur les économies africaines, en ce qui concerne le coût et les flux de financements extérieurs, et la mise en œuvre de dispositions techniques complexes.

G8

Le Sommet aura fini de tirer ses conclusions avant la réunion du Comité. Les discussions seront probablement dominées par des questions politiques et on ne sait pas si de nouvelles promesses de ressources seront faites. À ce stade, il semble que le G8 envisage de réaffirmer tous ses engagements antérieurs concernant l'augmentation de l'aide en direction de l'Afrique, et de convenir d'une responsabilité accrue pour le respect des engagements. L'accent sera mis sur l'approche-pays globale, qui reconnaît la contribution au développement du secteur privé, de la société civile et d'autres acteurs, au-delà de l'aide.

Le G8 réaffirmera son soutien à des secteurs clés, notamment :

- placer l'agriculture et la sécurité alimentaire au centre de l'agenda du développement international, accroître l'investissement et améliorer l'architecture internationale en conséquence ;
- renforcer le partenariat G8/Afrique dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ;
- renforcer les systèmes de santé et réduire l'écart important en matière de connaissances relatives à la manière de gérer, organiser et effectuer les soins de santé en Afrique subsaharienne ;
- réaffirmer l'appui aux pays engagés en faveur de l'éducation pour tous et de l'initiative d'accélération ;
- réitérer l'importance des plans d'action de Paris et d'Accra concernant le développement piloté par les pays eux-mêmes ;
- souligner l'importance de parvenir à un accord ambitieux à Copenhague.

Nations Unies

Le Président de l'Assemblée générale a convoqué, à la fin du mois de juin, une conférence de haut niveau à New York pour discuter de la crise, de ses origines et de son impact, et des mesures prises à ce jour pour y faire face. La conférence a convenu de créer un groupe de travail qui présentera un rapport à la prochaine session de l'Assemblée générale, et proposé que la crise et son impact soient les principaux thèmes de discussion de cette année. Elle a également préconisé une meilleure coordination entre les institutions spécialisées des Nations Unies et une révision de la collaboration entre les Nations Unies et les institutions de Bretton

Woods.

Charte du développement économique durable

L'Allemagne a organisé une réunion des Sherpas du G20 en juin, pour discuter du suivi de la conclusion de Londres selon laquelle il était souhaitable d'obtenir un nouveau consensus mondial autour des valeurs et principes clés propres à promouvoir l'activité économique durable, et de discuter de ladite charte. Les discussions initiales ont porté sur le principe d'admettre qu'elle serait une déclaration politique et qu'il y avait des sujets importants à aborder sur le contenu, l'application, la participation et la représentation.

Ressources

L'étude du CAD de 2009 sur les plans de dépenses des donateurs a fait ressortir que, depuis 2004, le volume total de l'aide publique au développement (APD) fournie par les membres du CAD a cru à un taux annuel moyen de 6 %. En 2008, l'APD a atteint son plus haut niveau exprimé en dollar EU.

Cependant, l'aide fournie par les donateurs est bien en deçà des cibles fixées pour l'Afrique à Gleneagles. L'aide à l'Afrique s'est établie à près de la moitié du taux d'accroissement requis. Les allocations prévues pour les trois années à venir en faveur de l'Afrique semblent s'accroître plus lentement que celles destinées aux autres régions et, en particulier, l'Asie. La réalisation de l'objectif fixé pour l'Afrique nécessiterait une augmentation d'environ 20 milliards de dollars EU par rapport au niveau de 2008, soit 18 milliards de dollars EU de plus que le montant prévu par les donateurs.

Juillet 2009